La face noire de la mondialisation

NOUVEL ECONOMISTE 14/07/2011

A la mi-2011 : les fondamentaux en matière de "sécurité globale"

XAVIER RAUFER,
criminologue

Quel bilan faire des deux guerres dites "antiterroristes" : Irak et Afghanistan ? Soyons clairs : elles sont perdues, car nul de leurs objectifs d'origine ne sera finalement atteint

A lors que s'achève le premier semestre de 2011, quel bilan faire des deux guerres dites "antiterroristes" : Irak et Afghanistan ? Soyons clairs : elles sont perdues, car nul de leurs objectifs d'origine ne sera finalement atteint. La triste futilité de ces deux conflits croissant encore après l'élimination d'Oussama ben Laden ; ce qui, dans les deux cas, évacue le prétexte al-Qaida.

Echec donc, pour un motif fondamental : d'origine, nulle de ces « guerres » ne fut, même une minute, "gagnable" au sens occidental du terme.

Pour l'Irak, ces objectifs étaient d'ailleurs si délirants que nul, même doté d'attributs divins et du pouvoir magique de Harry Potter, n'aurait pu en réaliser un dixième. Rappelons le mirifique projet de MM. Wolfowitz & co. : faire de l'Irak la première démocratie arabe laïque à l'américaine. Urbanisé, riche en pétrole et en classes moyennes, l'Irak remplacerait l'autocratique Arabie saoudite comme allié stratégique régional de Washington. La victoire en Irak pousserait l'Iran à la raison. Abandonnés, la Syrie et le Hezbollah dépériraient, ceci renforçant Israël et permettant la résolution du conflit israélo-palestinien.

Or que voit-on désormais ? Insister serait cruel. Car aujourd'hui, la situation en Irak est mauvaise. Même, sauf dans les contes de fée du Pentagone, elle n'a jamais été bonne. Toujours depuis 2005, la moitié de tous les attentats terroristes commis sur terre frappent l'Irak. Et cela empire encore : 14 américains tués au combat en juin, le pire bilan depuis 2008. Notons ici que ces attaques sont le fait de milices chi'ites associées à l'actuelle coalition dirigeante irakienne - installée et soutenue par Washington !

En Afghanistan, l'étau se resserre. Jour après jour, les Taliban accroissent leur pression sur le pays - c'est le jadis fort va-t-en guerre Financial Times qui l'annonce. Attaques massives - avec bande-son de chants guerriers durant l'assaut - évasions de centaines de cadres Taliban. Une « armée » et une « police » refusant de combattre les rebelles ou tirant dans le dos les soldats de l'Otan - non par lâcheté bien sûr, mais par solidarité tribale.

Le "gouvernement" Karzaï, lui, pille les banques avant la fuite finale, tout Kaboul sachant que, les Américains partant, ce pouvoir s'effondrera sur l'heure.

Pourquoi l'échec ? Pour un motif plus politique et philosophique d'ailleurs que militaire. En Irak, en Afghanistan - désormais en Libye - des politiciens oublieux des fondamentaux humains négligent une cruciale réalité : l'existence d'un Etat-nation précède obligatoirement celle d'une armée et d'une police nationale. Une armée nationale est l'attribut majeur d'un Etat-nation - mais à l'inverse, nulle armée nationale - pas même en Prusse, ni même au Japon - n'a jamais accouché d'un Etat. L'ordre des facteurs est ici immuable et obligé.

Ainsi, l'inepte "nation-building", qui échoue partout et toujours, débouche-t-il sur des tentatives, elles aussi vouées à exploser au contact du réel, de créer ex-nihilo, comme au Meccano, des armées nationales avec généraux d'opérette et « soldats » aux réflexes purement claniques, nul d'eux tous n'ayant idée de ce qu'un Etat-nation peut bien être.

Pourquoi l'échec ? Pour un motif plus politique et philosophique d'ailleurs que militaire. En Irak, en Afghanistan - désormais en Libye - des politiciens oublieux des fondamentaux humains négligent une cruciale réalité : l'existence d'un Etat-nation précède obligatoirement celle d'une armée et d'une police nationale

Plus largement, le gouvernement de Barack Obama continue de vaciller en matière stratégique, nulle orientation claire ne se dégageant des dernières déclarations, faits et gestes de Washington :

- **Augmentation d'un budget militaire** déjà monstrueux : environ 550 milliards de dollars (hors guerres...) en 2011, soit 4,8% du Produit intérieur brut du pays, 19% du budget fédéral, 43% du total mondial des dépenses militaires. Le tout, dit le New York Times, pour *"des systèmes d'armes immensément coûteux et peu adaptés aux besoins militaires, présents et futurs"*.

- **Incapacité (durable) à désigner clairement un ennemi majeur :** c'est le crime organisé transnational, disent les uns ; pas du tout, les restes d'al-Qaida constituent le "danger sécuritaire majeur pour les Etats-Unis" corrigent les autres. Résultat : aucune perspective stratégique assurée.

- **Nouvelle séquence de flirt avec les Frères musulmans** (l' "Ikhwan"), du Maghreb au Moyen-Orient (Tunisie, Egypte, Jordanie, etc.). Hillary Clinton l'annonce en personne, fin juin, à Budapest. Qu'adviendra-t-il de cette initiative ? Ici, pas de suspense : Washington se fera rouler, comme lors de chacun des "rapprochements" précédents.

Et Allah sait qu'il y en a eu ! En 1953 par exemple, sous Eisenhower, des "intellectuels américains" (en fait, la CIA), invitent à Princeton 40 dignitaires musulmans, pour parler "force morale et spirituelle". Parmi eux, Saïd Ramadan, père de Tariq Ramadan et gendre du fondateur de l'Ikhwan, Hassan al-Banna. Dès lors et durablement, Saïd Ramadan est dit "proche" de la CIA. Or dès 1975, il soutient à fond, comme toute l'Ikhwan d'ailleurs, la fort anti-américaine révolution islamique d'Iran. Qui est le dindon de la farce ?

Depuis lors, de JF Kennedy à Bush fils, de semblables flirts ont été tentés, avec un résultat tangiblement et immuablement négatif.

Mais les Etats-Unis ne sont pas seuls à s'obnubiler sur les mirages islamistes. En Europe aussi, on s'y consacre encore trop, quand d'autres problèmes, fort graves et eux tout proches, y sont négligés.

Comme annoncé par l'auteur dans le N°31 de la revue Géostratégiques (2e trimestre 2011), dans l'article intitulé *Balkans : une route, une zone grise, le crime*, l'Etat croupion dit "Bosnie-Herzégovine" titube au bord du gouffre et promet de s'effondrer. Or l'Union européenne tient l'avorton à bout de bras et y détient tous pouvoirs. Malgré cela, on y constate une corruption babylonienne, une mortelle hostilité entre les trois fractions « associées », une criminalité ravageuse et des trafics criminels florissants. Et demain bien pire encore, si l'effondrement se produit, a l'orée même de l'Europe. Or face à ce drame émergent, silence-radio chez les politiques et dans les médias.